



# ASSEMBLÉE NATIONALE

## 11ème législature

infirmiers

Question écrite n° 64289

### Texte de la question

M. Gérard Gouzes attire l'attention de M. le ministre délégué à la santé sur la situation des infirmières et infirmiers de l'éducation nationale, qui semblent être exclus d'une revalorisation de salaires et de carrière, malgré la signature de l'accord du 14 mars 2001, qui concernait les infirmières et infirmiers de la fonction publique. Il semblerait judicieux et équitable que cette revalorisation puisse conforter les personnels infirmières et infirmiers de l'éducation nationale, qui disposent d'une même formation et des mêmes qualifications que leurs collègues des centres hospitaliers publics. Il lui demande donc quelles dispositions peuvent être envisagées pour pallier ce qui paraît être comme un oubli dans l'accord du 14 mars. - Question transmise à M. le ministre de l'éducation nationale.

### Texte de la réponse

A la suite du protocole du 14 mars 2001 sur les filières professionnelles de la fonction publique hospitalière signé par la ministre de l'emploi et de la solidarité, le ministre délégué à la santé et les organisations syndicales représentatives, les personnels infirmiers du ministère de l'éducation nationale s'interrogent sur la disparité de traitement entre fonction publique hospitalière et fonction publique de l'Etat. Ce protocole prévoit en effet un certain nombre de mesures de revalorisation de carrière en faveur des seuls personnels infirmiers des hôpitaux. Cela se traduit notamment par la modification du statut des personnels infirmiers classés en catégorie B et la création de corps classés en catégorie A. Comme l'ensemble des personnels infirmiers de la fonction publique de l'Etat, régis par le décret n° 94-1020 du 23 novembre 1994 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux corps des infirmières et infirmiers des services médicaux des administrations de l'Etat, le corps particulier des infirmiers (ières) de l'éducation nationale est classé en catégorie B. Les personnels infirmiers de la fonction publique territoriale sont dans la même situation. L'accès à la catégorie A de personnels infirmiers de la fonction publique hospitalière s'explique par les contraintes et sujétions spécifiques qui pèsent sur les responsables des équipes de personnel soignant. Les intéressés exercent en effet dans les unités de soins où ils encadrent un nombre important de personnes ou assument des responsabilités particulièrement lourdes. Les missions confiées aux infirmiers (ières) de l'éducation nationale sont importantes en matière de prévention et d'éducation à la santé des jeunes. C'est pourquoi, et même s'il n'est pas envisagé de réforme statutaire spécifique pour les infirmiers (ières) de l'éducation nationale, il est porté une attention particulière à tout projet éventuel relatif au statut interministériel des personnels infirmiers de l'Etat et dont l'initiative reviendrait naturellement au ministre chargé de la fonction publique.

### Données clés

**Auteur :** [M. Gérard Gouzes](#)

**Circonscription :** Lot-et-Garonne (2<sup>e</sup> circonscription) - Socialiste

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 64289

**Rubrique :** Enseignement : personnel

**Ministère interrogé :** santé

**Ministère attributaire :** éducation nationale

Date(s) clé(e)s

**Question publiée le :** 23 juillet 2001, page 4217

**Réponse publiée le :** 10 septembre 2001, page 5200